

Unité départementale Meurthe-et-Moselle / Meuse
Division de Bar-le-Duc

Bar-le-Duc, le 31 janvier 2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 30 janvier 2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

PAPREC PLASTIQUES

ZI de Chicago

Rue de l'Avenir

55100 VERDUN

Références : EK/57-2023
Code AIOT : 0006204822

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 30 janvier 2023 dans l'établissement PAPREC PLASTIQUES implanté ZI de Chicago Rue de l'Avenir 55100 VERDUN. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- PAPREC PLASTIQUES
- ZI de Chicago Rue de l'Avenir 55100 VERDUN
- Code AIOT : 0006204822
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Paprec Plastiques 55 est une entreprise spécialisée dans le recyclage des déchets de plastique. Le site de Paprec à Verdun est régulièrement autorisé par l'arrêté préfectoral n°2020-2246 du 21 octobre 2020.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension ...

Il existe trois types de suite :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Organisation et aménagement des stockages	AP de Mise en Demeure du 21/04/2022, article 1	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection constate le respect des conditions de stockage exigées par l'arrêté préfectoral du 21 octobre 2020.

Elle propose de lever l'arrêté préfectoral d'astreinte journalière n°2023-40 du 6 janvier 2023.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Organisation et aménagement des stockages

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 21/04/2022, article 1
Thème(s) : Risques accidentels, Incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : La société PAPREC PLASTIQUE, dont le siège social est situé 7 rue du Docteur Lancereaux à Paris (75008), est mise en demeure, pour l'exploitation de son centre de transit, tri et traitement de déchets plastiques à recycler sur le territoire de la commune de Verdun, de respecter les prescriptions des articles suivants de l'arrêté préfectoral n°2020-2246 du 21 octobre 2020 : [...] 3) en ce qu'elles imposent que l'organisation et l'aménagement des stockages respectent les prescriptions fixées à cet article 8.2.2 : [...] - dans un délai de deux mois à compter de la date de notification du présent arrêté, concernant le respect de l'implantation des stockages [...] - dans un délai de trois mois à compter de la date de notification du présent arrêté, concernant la matérialisation physique au niveau du sol du positionnement des stockages conformément au plan de stockage.
Constats : L'inspection constate le respect des conditions de stockage exigées par l'arrêté préfectoral du 21 octobre 2020. L'exploitant a réalisé la matérialisation physique, au niveau du sol, du positionnement des stockages conformément au plan de stockage. Par conséquent l'inspection propose de lever l'arrêté préfectoral d'astreinte journalière n°2023-40 du 6 janvier 2023.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet